

Exclusif **Coordination, évaluation, Europe : la CPU renforce son action sur la science ouverte (L. Dumasy)**

Paris - Publié le mardi 14 avril 2020 à 18 h 36 - Entretien n° 180584

« Si j'ai plaidé pour la création de cette mission à la [CPU](#), c'est aussi parce que je pense très important qu'on fasse le lien entre toutes les communautés qui s'occupent de science ouverte », déclare [Lise Dumasy](#) à News Tank, le 14/04/2020. L'ancienne présidente de l'Université Grenoble Alpes a été nommée conseillère science ouverte à la CPU en février 2020.

Celle qui préside par ailleurs le consortium Couperin et l'[Abes](#), estime en effet que « la majorité des communautés de recherche n'est pas si impliquée que cela dans la science ouverte, et les équipes présidentielles des universités non plus ».

Elle voit ainsi dans sa nouvelle fonction pour la CPU « une mission de veille, de conseil, d'incitation... et surtout de coordination : il faut vraiment coordonner les efforts des différentes institutions et communautés autour de cet objectif de la science ouverte, en France d'abord, mais aussi à l'international », ce dernier point constituant pour elle un volet « qu'il va vraiment falloir développer ».

Lise Dumasy liste aussi des actions concrètes que compte lancer la CPU sur la science ouverte :

- créer un réseau de vice-présidents, ou de chargés de mission, « science ouverte » ;
- envoyer aux établissements membres d'une série de recommandations sur l'évaluation des chercheurs « fin avril, début mai » ;
- escorter les mesures que le [Mesri](#) est en train de construire « sur l'ouverture de l'ensemble des publications et données scientifiques autour du Covid et plus largement dans le domaine de la santé pour les deux ans à venir » ;
- ou bien encore « développer nos actions en lien avec l'Europe », en créant des liens « avec la Commission et le Parlement européen d'un côté, et avec l'[EUA](#) et la [Leru](#) de l'autre pour mieux coordonner nos politiques de science ouverte au niveau européen ».

Autre « enjeu fort » pour celle qui est également membre du [Coso](#) : travailler « en relation

étroite avec les organismes de recherche ». « Cela n'a pas beaucoup de sens qu'un organisme de recherche décide par exemple de faire l'évaluation de ses chercheurs de telle manière si les universités ne le font pas aussi, car toutes les unités de recherche sont mixtes. [Alain Schuhl](#) [directeur délégué à la science du CNRS] en convenait récemment lui-même », explique-t-elle, estimant au passage qu'« il aurait été préférable que le [CNRS](#) établisse [sa] feuille de route de manière concertée avec les universités ».

Dans cette interview, Lise Dumasy fait également le point sur les négociations en cours de Couperin avec de grands éditeurs scientifiques : Springer, Wiley, ACS et APS.

Lise Dumasy répond à News Tank

Comment résumeriez-vous cette mission de conseillère science ouverte que vous a confiée la CPU ?

C'est une mission de veille, de conseil, d'incitation... et surtout de coordination : il faut vraiment coordonner les efforts des différentes institutions et communautés autour de cet objectif de la science ouverte, en France d'abord, mais aussi à l'international.

En matière de science ouverte, la [CPU](#) a en effet essentiellement un rôle d'impulsion, de coordination, et de recommandation aux établissements. Mais elle doit aussi travailler en lien étroit avec les organismes nationaux de recherche, avec les autres conférences, et avec ce qui peut se faire à l'Europe avec l'[EUA](#) ou via d'autres espaces d'échanges européens sur la science ouverte.

Avec mes collègues, en particulier Paul Indelicato et Florence Egloff, mon rôle donc sera de mener une veille sur ce qui se fait, mais aussi de travailler au lien entre la CPU, Couperin et le ministère pour émettre des conseils. La CPU peut aussi attirer l'attention des présidents et des équipes sur les enquêtes lancées par Couperin et le Mesri afin de favoriser la meilleure participation des communautés à ces enquêtes.

 *Faire le lien entre les communautés*

Mais si j'ai plaidé pour la création de cette mission de conseillère science ouverte à la CPU, c'est aussi parce que je pense très important qu'on fasse le lien entre toutes les communautés qui s'occupent de science ouverte.

Quelles communautés ?

Parmi ces communautés, il y a bien sûr les bibliothécaires et spécialistes de l'information scientifique et de la documentation qui s'en occupent depuis longtemps. Mais aujourd'hui, la majorité des communautés de recherche n'est pas si impliquée que cela dans la science ouverte, et les équipes présidentielles des universités non plus.

Certes, c'est en train de bouger depuis deux à trois ans, notamment grâce à l'action de Marin Dacos, conseiller pour la science ouverte du DGRl au Mesri, bien relayée par les conférences et les organismes. Mais on a encore un enjeu fort pour que cela soit bien intégré par les communautés universitaires et pour faire travailler ensemble l'ensemble des communautés scientifiques, les présidences d'universités et les bibliothécaires.

Mieux impliquer les équipes présidentielles

Les universités constituent des lieux particulièrement adaptés pour atteindre cet objectif, car la majorité d'entre elles sont aujourd'hui pluridisciplinaires. Cela permet d'initier des discussions, des décisions et des élaborations de stratégies re-

liées à un large ensemble de disciplines.

On s'aperçoit en effet que les approches de la science ouverte ne sont pas les mêmes selon les disciplines. Certaines communautés passent surtout par l'échange de preprints, d'autres ont besoin de publier très vite, d'autres encore pratiquent peu la science ouverte, etc.

Mais quelles actions concrètes comptez-vous lancer ?

Nous allons bientôt soumettre à la plénière de la CPU un texte de recommandations sur l'évaluation des chercheurs, évaluation qu'il est nécessaire de faire évoluer pour favoriser l'essor de la science ouverte. Ce ne seront bien sûr que des recommandations, le CPU n'ayant pas autorité sur ses établissements membres. Il y a déjà eu un accord sur ces recommandations au niveau de la commission recherche et de la commission des moyens de la CPU. Nous prévoyons d'envoyer ces recommandations aux établissements membres de la CPU fin avril, début mai.

Nous envisageons également de créer un réseau de vice-présidents, ou de chargés de mission, « science ouverte » des établissements en lien avec le réseau des VP recherche. L'objectif est de créer un groupe de travail relais important en lien avec la CPU.

Au niveau de la CPU, nous aurons aussi sûrement un rôle important à jouer dans la mise en place des mesures que le ministère est en train de construire sur l'ouverture de l'ensemble des publications et données scientifiques autour du Covid et plus largement dans le domaine de la santé pour les deux ans à venir. Car ce travail ne pourra pas se faire sans les bibliothécaires ni sans les chercheurs eux-mêmes.

Créer un réseau de VP science ouverte

Il y a aussi un enjeu fort à ce que l'on travaille en relation étroite avec les organismes de recherche. Cela n'a pas beaucoup de sens qu'un organisme de recherche décide par exemple de faire l'évaluation de ses chercheurs de telle manière, si les universités ne le font pas aussi, car toutes les unités de recherche sont mixtes. Alain Schuhl en convenait récemment lui-même.

À propos des organismes de recherche, plusieurs universités de « recherche intensive » ont mal pris le fait que le CNRS publie sa propre feuille de route pour la science ouverte sans les avoir préalablement consultées. Qu'en pensez-vous ?

C'est certain qu'il aurait été préférable que le CNRS établisse cette feuille de route de manière concertée avec les universités. En tant qu'organisme national, le CNRS a évidemment une capacité à rassembler plus rapidement les éléments nécessaires pour bâtir une feuille de route.

 *Le CNRS aurait pu
davantage consulter
les universités*

Mais certaines universités ont également publié des plans, chartes ou des feuilles de route pour la science ouverte. Et cela va se faire assez vite dans toutes les universités. Le CNRS n'a sans doute pas voulu attendre que toutes les universités le

fassent, mais il aurait pu davantage consulter, d'autant que nous sommes à peu près tous sur la même ligne.

À Couperin, nous sommes habitués à travailler avec les organismes de recherche membres du conseil d'administration, mais ce n'est pas toujours facile, car les rythmes ne sont pas toujours les mêmes.

Certains organismes de recherche montrent beaucoup de hâte à mettre en œuvre les recommandations du Plan national pour la science ouverte. C'est très bien, mais je pense que ce plan national ne sera vraiment mis en œuvre qu'une fois que la science ouverte sera vraiment intégrée par les communautés, ce qui demande un certain temps pour échanger, informer et former. Et même si le contexte social et politique actuel va accélérer les choses, cela doit aussi se faire en cohérence avec ce qui se fait au niveau mondial.

Justement, au niveau européen et international, quelles actions concrètes envisagez-vous ?

Nous comptons développer nos actions en lien avec l'Europe. Je fais partie du high-level group de l'EUA sur les big deals, Patrick Lévy est au board de l'EUA où il s'occupe spécifiquement des actions liées à la science ouverte, Jean Chambaz, très actif dans les sujets de science ouverte, est à la Leru s'occupent des sujets européens...

Il y a donc des liens à faire avec la Commission et le Parlement européen d'un côté, et avec l'EUA et la Leru de l'autre, pour mieux coordonner nos politiques de science ouverte.

Au niveau international, en tant que présidente de Couperin, j'ai discuté il y a quelques mois avec la négociatrice en chef pour le Canada avec les grands éditeurs, Guylaine Beaudry :

 *Liens avec avec
l'EUA et la Leru*

nous avons beaucoup échangé sur les problématiques qui se posent en France, en Europe, au Canada. Nous le faisons également, dans le high level group, avec les négociateurs de nombreux pays européens.

C'est important, car ces problématiques sont internationales par le fait même que la recherche et les grands éditeurs le sont aussi. Il est donc important que nous-mêmes à la CPU travaillions aussi sur le volet international qu'il va vraiment falloir développer.

Quels sont les actualités et chantiers en cours au niveau de Couperin que vous présidez ?

Couperin va lancer deux enquêtes d'ici la fin de l'année :

- une sur le **lien entre les éditeurs et les sociétés savantes**, en lien avec l'Académie des sciences qui vient d'intégrer le CA de Couperin avec un membre invité ; c'est important, car très souvent les éditeurs nous disent qu'ils ne peuvent pas décider de mettre certains de leurs contenus en accès ouvert, car cela dépend des sociétés savantes ;
- une autre sur les **pratiques bibliographiques et bibliométriques des communautés scientifiques**, car elles ne sont pas forcément les mêmes : cela nous intéresse pour les abonnements que l'on peut conclure avec différents outils bibliométriques.

Sur le plan des négociations avec des éditeurs, nous sommes en train de finir celle avec l'ACS (American chemical society) qui a été assez lourde et lente. ACS a fait quelques concessions de dernière minute sur les abonnements et la conservation des articles quand on n'est plus abonnés : bref, nous arrivons à une solution qui semble acceptable sur laquelle nous sommes en train de consulter nos membres.

Parallèlement, on se pose des questions sur la négociation avec l'APS (American physical society) qui est assez avancée sur les pratiques de science ouverte ; en revanche, APS ne veut pas négocier sur l'augmentation de ses tarifs de 4 % par an, ce que je trouve surprenant. Nous comptons demander à certains de nos collègues membres d'APS, et à l'Académie des sciences ce qu'ils pensent de cette position, comme nous l'avions déjà fait avec ACS.

« APS ne veut pas négocier sur la hausse de ses tarifs »

En effet, le fait d'avoir fait intervenir des chimistes de grande renommée membres d'ACS, notamment de Strasbourg, comme le professeur Jean Weiss, nous avait permis d'avancer dans la négociation avec ACS. Il est important que les éditeurs sachent que nous portons les attentes des communautés, et encore plus quand ces éditeurs sont des sociétés savantes.

teurs sachent que nous portons les attentes des communautés, et encore plus quand ces éditeurs sont des sociétés savantes.

D'autres négociations en cours avec des maisons d'édition scientifique ?

Couperin est aussi en train de finaliser le cadrage de la négociation avec Wiley avec lequel nous avons émis la possibilité de faire un accord de type « transformant » qui porterait sur la publication ouverte de tous les articles à coût constant. Mais nous préconisons que le coût soit calculé en coût pour publier les articles et un coût pour lire ces articles, nous préférons ne pas tout basculer dans un unique coût pour la publication.

Nous avons commencé à discuter en CA avec les différents membres de Couperin sur cet accord. Nous voulons en effet d'abord nous assurer que la proposition est bien comprise de l'ensemble de nos membres et qu'ils sont d'accord pour aller dans cette direction, afin d'éviter autant que possible des hésitations et reculs de dernier moment.

« Vers un accord transformant avec Wiley ? »

Quant à Springer, l'entreprise nous avait contactés juste avant le confinement pour organiser un séminaire de travail, pour présenter ce qu'elle pouvait offrir, et que Couperin présente ses demandes, avant de lancer le travail de négociation.

Springer demande aussi que des représentants du CNRS et de la Curif soient présents à ce séminaire : on peut les comprendre, car lors de la dernière négociation, alors que le CA de Couperin s'était déclaré pleinement d'accord avec la négociation, certains organismes de recherche et universités avaient finalement refusé l'accord.

Springer veut donc s'assurer qu'il y a bien une unanimité et que Couperin négocie bien pour tout le monde. L'éditeur nous a récemment relancés pour trouver une date afin d'effectuer ce séminaire en visioconférence.

Interviewé par News Tank, Marin Dacos estime que la crise du Covid-19 est un « bon test grandeur nature » pour le Plan national de la science ouverte. Partagez-vous son point de vue ?

Oui, à la CPU, comme à Couperin, nous pensons aussi que la crise du Covid-19 constitue un bon test et une bonne démonstration de l'intérêt de la science ouverte, pour accélérer la recherche sur ce coronavirus. Il y a en effet beaucoup d'ouverture de publications et de données sur le Covid-19, même si tout n'est pas encore ouvert. L'effet d'accélération sur la recherche mondiale devrait pouvoir être éprouvé.

Nous sommes bien sûr très attentifs à cela à la CPU, mais en même temps nos collègues sont actuellement le nez dans le guidon : les présidents doivent avant tout s'occuper de la continuité pédagogique, de leurs étudiants, de développer la recherche et l'appui aux CHU... Ils sont donc un peu sur tous les fronts.

L'ouverture encore plus grande de la science autour du Covid, particulièrement dans le domaine médical, mais aussi dans tous les domaines y compris en SHS, est souhaitable.

Mais il faut être franc : le sujet ne figure pas actuellement parmi les urgences quotidiennes des présidents d'université : car ils sont vraiment sur le pont, comme tous nos collègues. De plus, les échanges entre les communautés scientifiques concernées sont déjà très intenses. Il reste néanmoins très important d'y travailler.

Marin Dacos estime toutefois que la mise en accès ouvert de publications sur le Covid par de grands éditeurs est loin d'être suffisante...

Les communautés de recherche qui travaillent entre elles à l'international sur le Covid savent où trouver les articles, et il y a de nombreuses initiatives. Mais les plans de données sur lesquels reposent ces publications ne sont pas nécessairement mis en accès ouvert ni les expériences qui n'ont pas marché, par exemple.

Il pourrait en effet y avoir une ouverture plus complète. Voilà pourquoi le Mesri veut lancer une série de mesures pour que toute la production française sur le Covid et plus globalement en santé soit rendue disponible pour tous dans le détail.

La CPU, et Couperin, essaieront bien évidemment d'escorter ces mesures, et il sera particulièrement important de faciliter le travail à nos chercheurs, ce qui va aussi nécessiter une bonne articulation avec les bibliothécaires, spécialistes de l'information scientifique et technique et les ingénieurs des équipes de recherche pour éviter une surcharge de travail aux chercheurs.

Lise Dumasy



Parcours	Depuis	Jusqu'à
Conférence des présidents d'université Conseillère science ouverte	Février 2020	Aujourd'hui
Couperin Présidente	Juin 2018	Aujourd'hui
Comue Univ. Grenoble Alpes Présidente	Janvier 2018	Aujourd'hui
Agence bibliographique de l'enseignement supérieur Présidente du CA	Décembre 2016	Aujourd'hui
Conférence des présidents d'université Membre du CA (CP2U)	Décembre 2016	Aujourd'hui
Agence de développement universitaire Drôme-Ardèche (ADUDA) Présidente	Novembre 2016	Aujourd'hui
Université Grenoble Alpes Présidente	Janvier 2016	Décembre 2017
Université Stendhal Grenoble 3 Présidente	Juin 2008	Janvier 2016
Agence de développement universitaire Drôme-Ardèche (ADUDA) Présidente	2010	Octobre 2013
Comité national de la recherche scientifique Membre élue (SNESUP)	2008	2012
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche Membre	2002	2009
Éditions littéraires et linguistiques de l'université de Grenoble (les Ellug) Directrice	2004	2008
Université Stendhal Grenoble 3 Présidente	1999	2004

Fiche n° 4692, créée le 17/06/14 à 16:47 - MàJ le 14/04/20 à 16:32

oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »